

Index AI : PRE01/432/2011
31 August 2011

Éthiopie. Des dirigeants de l'opposition arrêtés après avoir rencontré Amnesty International

Deux responsables de l'opposition éthiopienne ont été appréhendés après avoir rencontré une délégation d'Amnesty International qui a plus tard été expulsée du pays, a déclaré l'organisation mercredi 31 août.

Un des deux hommes a été accusé d'infractions à caractère terroriste, tandis que les charges retenues contre l'autre homme ne sont pas connues.

« Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que l'arrestation de ces deux hommes ait eu lieu quelques jours à peine après qu'ils aient parlé avec nos délégués. Malgré les dénégations du gouvernement éthiopien, nous craignons que leur arrestation ne soit pas une coïncidence et résulte de leur rencontre avec Amnesty International », a déclaré Michelle Kagari, directrice adjointe du programme Afrique d'Amnesty International.

Bekele Gerba, président adjoint du Mouvement démocratique fédéraliste oromo, et Olbana Lelisa, du Congrès du peuple oromo, ont été arrêtés samedi 27 août.

Le jour où les deux hommes ont été appréhendés, la délégation d'Amnesty International a été conviée à une réunion avec le gouvernement, durant laquelle il lui a été ordonné de quitter le pays.

Bekele Gerba, qui enseigne l'anglais à l'université d'Addis-Abeba, a été arrêté pour son appartenance présumée au Front de libération oromo (FLO), une charge régulièrement invoquée par le gouvernement pour réduire au silence les membres de l'opposition politique oromo. Les charges retenues contre Olbana Lelisa n'ont pas été rendues publiques, mais il est probable qu'elles soient similaires.

Les délégués d'Amnesty International avaient rencontré Olbana Lelisa la veille de son arrestation afin d'échanger des informations. Ils s'étaient également entretenus avec Bekele Gerba, quatre jours avant son interpellation. Les délégués d'Amnesty International ont été photographiés par des agents des services secrets alors qu'ils quittaient le bureau de celui-ci après leur entrevue.

Lors de cette rencontre, Bekele Gerba avait expliqué à Amnesty International qu'il était absurde d'accuser les politiciens oromo d'appartenir au FLO. « Le FLO ne nous aime pas », a-t-il déclaré. « Ils disent que nous légitimons l'autorité du FDRPE [le Front démocratique révolutionnaire populaire éthiopien, parti au pouvoir], que nous sommes ses marionnettes et que notre combat est stérile. »

Les deux hommes sont dans l'opposition politique depuis longtemps ; ils ont ouvertement fait campagne lors des élections nationales de 2010. « Ces arrestations sont représentatives du harcèlement constant que subissent les politiciens de l'opposition, et de la répression sévère contre la liberté d'expression dans ce pays », a ajouté Michelle Kagari.

Les deux hommes sont désormais en détention au centre d'enquêtes de la police fédérale, connu sous le

nom de « Maikelawi », où, selon d'innombrables informations reçues par Amnesty International, la torture est employée. Par ailleurs, les personnes détenues à Maikelawi se voient en règle générale refuser tout contact avec leurs proches ou des avocats pour des durées pouvant aller jusqu'à un ou deux mois.

Les délégués d'Amnesty International étaient sous surveillance constante pendant les 12 jours passés dans le pays avant leur expulsion. « Nous sommes désormais extrêmement inquiets pour la sécurité de toutes les personnes que nos délégués ont rencontrées lorsqu'ils étaient en Éthiopie », a conclu Michelle Kagari.